



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, mars 2016

Sommaire

I. Editorial

II. Visite de M. Angel Losada, Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel, à l'occasion de l'investiture du Président Roch M. C. Kaboré2

III. Le Commissaire européen à la coopération internationale et au développement en visite officielle au Burkina Faso.....3

IV. La Mission d'Observation électorale de l'Union européenne remet son rapport définitif sur les élections de 20154

V. Création du Groupe européen des Conseillers Commerce et Investissement5

VI. Entretiens européens et eurafricains6

VII. Journée ouagalaise du développement : "L'accord de la COP21 sur le changement climatique, et après ? Quelles perspectives pour le Burkina Faso ?"7

VIII. L'Union européenne remet un lot de matériel au Ministère de la Justice.....8

IX. Bientôt : Semaine européenne du cinéma ..8

Editorial



M. Neven Mimica, Commissaire européen en charge du Développement entouré par les collègues de la Délégation de l'UE au Burkina Faso, le 12 février 2016

Chère lectrice, cher lecteur,

L'année 2016 au Burkina Faso a commencé sous le double signe d'une nouvelle donne, avec d'une part l'installation des nouvelles autorités, et d'autre part avec des signes d'inquiétude et des questions, suite aux terribles attaques terroristes qui ont frappé au cœur de la capitale burkinabè mais aussi dans d'autres pays d'Afrique et d'Europe.

Nouvelle donne : Nouveau Président, nouveau Gouvernement, nouvelle Assemblée Nationale, nouvelles priorités et nouvelle stratégie des autorités pour relever les défis de développement du pays... Inquiétude : Pourquoi le Burkina Faso a-t-il été frappé à son tour par le terrorisme ? Que faire, puisque le développement

dépend de la sécurité, pour que les espoirs du renouveau ne soient pas freinés par l'insécurité ?

L'Union européenne a été et est aux côtés du Burkina Faso sur ces deux fronts. L'actualité de ce trimestre des relations entre l'UE et le Burkina Faso, retracée dans cette newsletter, le montre bien, notamment avec les trois visites officielles suivantes ces dernières semaines :

- visite du Représentant spécial de l'UE pour le Sahel, l'Ambassadeur Angel Losada, venu porter le message de félicitations de l'UE au nouveau Chef de l'Etat, lors de la cérémonie d'investiture du 29 décembre dernier ;
- visite du Commissaire européen en charge du Développement, M. Neven Mimica, venu à son tour à Ouagadougou le 12 février 2016 pour marquer la solidarité de l'Union européenne avec le Burkina Faso, suite aux attentats du 15 janvier, et pour annoncer que l'UE allait accélérer la mise en œuvre de son programme d'appui au pays, avec l'objectif d'engagement dès cette année de près de 400 millions d'Euros d'aide (plus de 260 milliards de FCFA) ;
- Enfin, la visite de Mme Cécile Kyenge, Chef de la Mission européenne d'observation électorale européenne et députée au Parlement européen, en février à Ouagadougou, a été l'occasion de présenter aux nouvelles autorités le rapport final de la Mission d'observation des élections du 29 novembre dernier, soutenues par l'UE, et de partager des suggestions pour que les prochaines consultations électorales – à commencer par les élections municipales du 22 mai prochain- se déroulent dans les meilleures conditions.

Bonne lecture !

Jean Lamy, Ambassadeur, Chef de Délégation de l'UE au Burkina Faso

En savoir plus

Notice biographique sur M. Lamy : http://eeas.europa.eu/delegations/burkina_faso/about_us/internal_organisation/index_fr.htm



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, mars 2016

Visite de M. Angel Losada, Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel, à l'occasion de l'investiture du Président Roch M. C. Kaboré

L'Union européenne a été représentée lors de l'investiture, le 29 décembre dernier, du nouveau Président Roch Kaboré, par M. Angel Losada, Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel.

Accompagné par M. Jean Lamy, Ambassadeur de l'Union européenne auprès du Burkina Faso, M. Losada a remis personnellement au Président Kaboré, la lettre de félicitations que lui ont adressée le Président du Conseil européen, Donald Tusk et celui de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Dans cette lettre, les présidents Tusk et Juncker félicitent le Président Roch Kaboré "pour sa brillante élection à la présidence du Faso, au terme d'un processus fortement appuyé par l'Union européenne et à l'issue d'élections calmes et sereines".

La lettre conjointe des deux présidents européens poursuit : "Nous sommes convaincus que le Burkina Faso, sous votre direction, retrouvera la place qui lui revient comme pôle de stabilité dans la région du Sahel et la voie d'une croissance économique inclusive en dépit d'un contexte complexe. Les défis demeurent importants mais vous trouverez dans l'Union européenne un partenaire fiable et loyal au service du peuple burkinabè qui vous a donné sa confiance. Nous entendons construire avec vous les piliers d'une relation qui soit un modèle pour le partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique."

La Haute représentante et Vice-présidente de la Commission européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Federica Mogherini, et le Commissaire européen pour la coopération



A gauche, M. Angel Losada, Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel, à sa droite, le Président nouvellement élu Roch Marc Christian Kaboré, le 29 décembre 2015

internationale et le développement, M. Neven Mimica, avait également salué dans une déclaration conjointe au lendemain du scrutin du 29 novembre "le bon déroulement du vote dans le calme démontrant la volonté du peuple burkinabè d'ouvrir une nouvelle page dans l'histoire du pays, (ce qui est un) signe d'espoir pour toute la région et le continent", en "réitérant la volonté de l'Union européenne de continuer à appuyer le Burkina Faso en 2016 et à travailler avec les nouvelles autorités issues des urnes".

Le 29 décembre 2015, M. Losada a également rencontré l'ancien Président Kafando, le Ministre des Affaires étrangères, les points focaux du "G5 Sahel", les Présidents des organisations régionales, notamment l'UEMOA et le CILSS, ainsi que les Chefs de mission des Etats-membres de l'Union européenne représentés à Ouagadougou.

Après la cérémonie d'investiture, M. Losada et M. Lamy ont rencontré la presse, avec laquelle ils ont rappelé les grands axes du soutien de l'Union européenne à l'Etat burkinabè en général et lors de la période de transition qui vient de prendre fin. M. Losada a ainsi déclaré : "L'UE va accompagner le Burkina nouveau, (...) l'UE est là pour aider les Burkinabè et leur Président". Appuyant les propos de M. Losada, l'Ambassadeur Lamy a rappelé les divers instruments d'aide au développement qu'utilise l'Union européenne pour soutenir le Burkina Faso, notamment le Fonds européen de développement (FED), dont les priorités correspondent à celles du candidat Kaboré devenu président.



Au nom de l'Union européenne, M. Angel Losada, Représentant spécial de l'Union européenne félicite le Président Roch Kaboré lors de la cérémonie d'investiture

En savoir plus

[Investiture du Président Roch M. C. Kaboré et visite de M. Angel Losada, Représentant spécial de l'Union européenne au Sahel le 29/12/2015](#)

[Le fac-similé de la lettre de félicitation des présidents Tusk et Juncker, adressée au Président Roch Kaboré](#)

[Déclaration de la Haute représentante et Vice-présidente de la Commission, F. Mogherini, et du Commissaire pour la coopération internationale et le développement, N. Mimica, sur les élections au Burkina Faso le 02/02/2015](#)



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, mars 2016

Le Commissaire européen à la coopération internationale et au développement en visite officielle au Burkina Faso

Le 12 février 2016, M. Neven Mimica, Commissaire européen chargé de la coopération internationale et du développement, s'est rendu au Burkina Faso pour une visite officielle qui avait deux objectifs majeurs : féliciter le Président du Faso, M. Roch Kaboré, pour son succès électoral en novembre dernier et, également, marquer la solidarité de l'Union européenne avec le Burkina Faso suite aux attentats terroristes perpétrés le 15 janvier dernier à Ouagadougou et dans le nord du pays, qui ont provoqué la mort de 32 personnes et fait plus de 60 blessés.



Le Commissaire Neven Mimica s'entretenant avec le Président du Faso, S.E.M. Roch Marc Christian Kaboré

Le Commissaire Mimica a d'abord été reçu en audience par le Président Kaboré au palais de Kossyam. Au Président du Faso et au Premier Ministre Paul Kaba Thiéba, qu'il a rencontré ensuite avec les membres du Gouvernement, **M. Mimica a réaffirmé l'engagement de l'Union européenne auprès du Burkina Faso**, sur la base des liens de coopération tissés depuis de nombreuses années. Dans le cadre du Programme Indicatif National du 11e Fonds européen de développement (PIN 11e FED), une allocation indicative de **623 millions EUR (400 milliards de FCFA)** est prévue pour la période 2014-2020. Sur cette enveloppe globale, **400 millions EUR (262 milliards FCFA)** devraient être engagés dès cette année 2016, principalement sous forme d'aide budgétaire dans les secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'accès à l'eau, de la gouvernance, en vue de soutenir le gouvernement burkinabé dans ses efforts de relance économique et sociale du pays.

Le Commissaire Mimica a discuté d'autres appuis possibles au Burkina Faso dans le cadre du Programme Indicatif Régional (PIR) pour l'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'au titre d'un nouvel outil de mise en

œuvre de l'aide européenne, le "Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière en Afrique", lancé par les Chefs d'Etat européens et africains lors du Sommet de la Valette (Malte) en novembre 2015.

Le renforcement de la coopération en matière de sécurité a été également au centre des échanges, alors que l'Union européenne et le Burkina Faso ont réaffirmé leur volonté conjointe de lutter ensemble contre les menaces qui pèsent sur la sécurité, en particulier la menace terroriste qui a frappé cruellement le Burkina Faso à la mi-janvier. M. Mimica s'est rendu sur les lieux de l'attaque terroriste du 15 janvier 2016 pour rendre hommage aux 32 victimes de l'attaque, accompagné par M. Simon Compaoré, Ministre de l'Administration territoriale de la décentralisation et de la Sécurité intérieure. Il a présenté ses condoléances ainsi que celles de l'Union européenne à tout le peuple burkinabé dans cette douloureuse épreuve.

Visites de projets



Le centre épidémiologique, destiné à accueillir et traiter d'éventuels patients

Le Commissaire Mimica s'est également rendu sur deux sites de projets financés par l'Union européenne : le Centre médical de Pissy et la station de pesage de Tanghin Dassouri, qu'il a inaugurée.

Le **Centre médical de Pissy** bénéficie de l'appui du programme d'appui à la politique sectorielle santé (PAP-Santé), financé par l'Union européenne pour un montant global de 24 milliards FCFA. Il se termine en 2016 et sera suivi en 2017 d'un nouveau programme de 55 milliards FCFA d'une durée de quatre ans, en vue de réduire la mortalité maternelle et infantile.



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, mars 2016

La possibilité d'une résurgence de la maladie à virus Ebola a amené l'Union européenne à appuyer également un centre de traitement de cette maladie, que M. Mimica a également visité.

Inauguration de la station de pesage de Tanghin-Dassouri par M. Neven Mimica

La station de pesage des camions de Tanghin-Dassouri, que le Commissaire Mimica a visitée ensuite, est l'une des cinq stations de pesage à



Le commissaire Mimica coupe le ruban, à sa gauche : M. Eric Bougouma Ouédraogo, ministre des infrastructures et M. Jean Lamy, Ambassadeur de l'Union européenne auprès du Burkina Faso

l'essieu «basse vitesse», situées sur les principaux axes routiers du pays et réalisées grâce à un don de l'Union Européenne. Le montant total du projet s'élève à 2,8 milliards FCFA (4,2 millions EUR). L'objectif de ce projet est de contribuer à la pérennisation du réseau routier au Burkina Faso, que l'Union européenne a aidé à construire depuis plusieurs décennies, par la lutte contre la pratique de la surcharge des camions poids lourds. Le Burkina Faso, carrefour de l'Afrique de l'Ouest, est une victime de cette pratique "qui dégrade nos routes et provoque de nombreux accidents (...)", comme cela a été rappelé lors de la cérémonie.



Des camions s'apprêtent à être contrôlés à la station de pesage

La Mission d'Observation électorale de l'Union européenne remet son rapport définitif sur les élections de 2015



Le 10 février 2016, la Mission d'Observation électorale de l'Union européenne a remis son rapport définitif sur les élections présidentielles et législatives du 29 novembre 2015, au gouvernement burkinabé.

Mme Cécile Kyenge remettant le rapport au Président Kaboré
A sa gauche : M. Tommaso Caprioglio, chef adjoint de la MOE-UE, et l'Ambassadeur Lamy, Chef de Délégation de l'UE

Le Burkina Faso avait en effet sollicité l'appui de l'Union européenne pour son processus électoral en 2015. Cet accompagnement s'est matérialisé par plusieurs appuis, sous forme d'aide budgétaire et d'assistance technique, mais aussi à travers le déploiement d'une Mission d'Observation Electorale de l'Union européenne (MOE-UE), avec à sa tête Mme Cécile Kashetu Kyenge, Chef observateur et membre du Parlement européen (au centre de la photo). La Mission a bénéficié de l'appui de plus de 120 observateurs venus de la quasi-totalité des 28 Etats membres de l'UE et de la Norvège. Les observateurs ont été déployés dans les 13 régions du pays lors du scrutin du 29 novembre. La Mission a analysé toutes les phases du processus électoral.

La Chef de la Mission d'observation a présenté son rapport définitif au Président Kaboré, au Premier Ministre Kaba Thiéba, au nouveau Président de l'Assemblée nationale Salif Diallo, au Ministre des Affaires étrangères et de la coopération Alpha Barry, au Ministre de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et de la Sécurité intérieure Simon Compaoré, ainsi qu'aux membres de la CENI et aux membres du Conseil constitutionnel.



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, mars 2016

Les recommandations de l'UE, qui ont fait l'objet d'une concertation avec tous les partenaires burkinabè concernés, sont basées sur les principes et textes de droit international, auxquels le Burkina Faso est partie. Elles sont au nombre de 20 et concernent le cadre institutionnel et juridique, le financement des partis politiques, l'administration électorale, l'inscription sur les listes électorales et la cartographie des bureaux de vote, les opérations de vote et de dépouillement, les médias, la société

civile, la participation des femmes et le contentieux électoral. Certaines des recommandations pourront déjà être mises en œuvre lors des prochaines élections municipales prévues le 22 mai prochain.

En savoir plus

[Résumé du rapport et le tableau récapitulatif des recommandations](#)

Création du Groupe européen des Conseillers Commerce et Investissement



L'Ambassadeur Jean Lamy, Mme Sétou Compaoré, Magistrat, Conseillère Technique, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, M. Philippe Prudent, Directeur Général, TOTAL, M. Moustapha Magumu, conseiller commerce ,et investissement (DUE).

Le 19 novembre 2015, l'ambassadeur Jean Lamy, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès du Burkina Faso, en collaboration avec des représentants des Etats membres de l'Union européenne, a réuni des hommes d'affaires européens pour une première réunion d'un "Groupe des Conseillers de l'Union européenne en charge des questions commerciales et d'investissement" (GCCI), en présence de hauts responsables burkinabè dans les secteurs concernés.

Le but de ce groupe est de permettre un échange entre opérateurs privés, responsables burkinabè et partenaires du développement, sur l'environnement des affaires et les conditions de l'investissement et du commerce au Burkina Faso et dans la région.

Le contexte international et régional dans les domaines du commerce et de l'intégration économique est propice à de tels échanges : conclusion d'un « accord de Partenariat Economique » (APE) entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest (en cours de signature), adoption récente de l'Accord de Bali sur la facilitation des échanges (en cours de ratification) et entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015 du Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO, à partir de celui qui existait déjà pour l'UEMOA.

Ces trois instruments offrent de nouvelles possibilités pour les affaires en Afrique de l'Ouest, par une amélioration et une harmonisation du régime commercial de nature à faire baisser les coûts d'exploitation et à accroître l'afflux d'investissements étrangers, notamment européens, dans la région. La mise en œuvre effective de ces instruments par le Burkina Faso permettra au pays de tirer le maximum de profit, entre autres, de l'élargissement et de l'ouverture des marchés, de la simplification et de l'harmonisation des procédures douanières. "Ceci va dans le sens d'un renforcement de la diplomatie économique européenne, en cohérence avec l'action extérieure de l'Union européenne, notamment dans le domaine de la coopération au développement" a déclaré l'Ambassadeur Lamy à cette occasion.

Outres les Conseillers des Ambassades, les représentants du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA), de l'Agence de Promotion des Investissements (API), de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), du Conseil National du Patronat Burkinabè (CNPB) et de la Commission de l'UEMOA, ont également pris part à la réunion.



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, mars 2016

L'Europe participe aux Entretiens européens et eurafricains

La Délégation de l'Union Européenne (DUE) a pris part aux Entretiens Européens et Eurafricains sous le thème "Investir en Afrique de l'Ouest (AO) – valoriser et financer les projets sur les marchés organisés" qui se sont tenus les 3 et 4 février 2016 à Ouagadougou.

Lors de la session d'ouverture, le Chef de la DUE au Burkina Faso, Jean Lamy, a prononcé une allocution, mettant en évidence l'importance de l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre les deux régions, avec une attention particulière portée sur le commerce, le besoin urgent de la diversification, et le rôle que chacun doit jouer pour que l'APE atteigne ses objectifs et profite à tous. Selon l'Ambassadeur Lamy, "la sécurité est un préalable au développement. Mais la sécurité ce n'est pas seulement la sécurité physique des personnes et des biens, c'est aussi, dans le monde économique et du développement, la sécurité des investissements, la sécurité des affaires, la prévisibilité et la transparence des opérations, ce qui passe par le renforcement du droit, le renforcement de l'Etat de droit dans tous les domaines".

Axés sur l'investissement, les Entretiens ont réuni plus de 250 participants. Plus d'une quarantaine d'intervenants de haut niveau venant des secteurs agro-alimentaires, industriels et des services, ainsi que des responsables des institutions publiques et régionales, des associations de la promotion des investissements, des jeunes et des femmes entrepreneurs, des ONG, etc. ont suscité un débat entre eux et avec une audience burkinabè, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Sénégal et de l'Europe.

Il ressort des travaux que les Entretiens ont véritablement servi de plateforme de réflexion sur la



Photo de famille au 2IE

réorientation des ressources d'aide au développement afin de générer plus de croissance et de réduire la pauvreté durablement.

Au nombre des recommandations issues des travaux, on peut évoquer la mauvaise gouvernance, l'instabilité politique, l'insécurité et la faible qualification de la main d'œuvre, qui constituent les principaux freins à l'investissement. En particulier, le cadre politique et réglementaire est un défi de taille, y compris l'amélioration du climat des affaires (établissement d'un cadre politique stable, lutte contre la corruption, système de garanties approprié, accès aux services de financement, régime de fiscalité réaliste, assurances maladie, etc.), le fort dynamisme démographique, l'amélioration de la qualité des infrastructures et l'adaptation de l'éducation aux besoins réels du marché.

Journée ouagalaise du développement : "L'accord de la COP21 sur le changement climatique, et après ? Quelles perspectives pour le Burkina ?"

Le 26 janvier 2016, la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso (DUE) a organisé à l'Institut Français de Ouagadougou, la "Journée Ouagalaise du Développement" (JOD), consacrée cette année à la question des conséquences concrètes pour le Burkina Faso de l'accord de l'ONU sur le climat conclu à Paris en décembre dernier (COP21).

La rencontre, qui a été ouverte par M. Nestor Batio Bassière, Ministre de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement climatique, et l'Ambassadeur Lamy pour l'Union européenne, a permis des échanges autour de cinq interventions (Ministère de l'Environnement, Ambassade de



Les panelistes de la JOD ont animé des échanges fructueux, francs et ouverts



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, mars 2016

France, UEMOA, CILSS, Institut de Recherche Développement). Le Burkina Faso, qui a participé activement à la COP21, fait partie des pays du Sahel fortement frappés par les effets du changement climatique, lequel, en changeant le cycle de l'eau, a un impact sur deux ressources essentielles à la vie et au développement : l'eau et l'agriculture. Le changement climatique affecte ainsi les activités traditionnelles de base telles qu'on les connaît depuis toujours, avec un impact socio-culturel et économique plus important qu'on ne le pense habituellement.

Le Burkina Faso a présenté à Paris un rapport (INDS) répertoriant près d'une centaine de projets d'adaptation au changement climatique et d'atténuation des effets du changement climatique. Ce rapport comporte des projets concrets dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'urbanisme et de l'habitat, de l'industrie, de l'agriculture, de l'élevage, de la santé, de l'éducation... La rencontre a permis d'échanger sur ces projets, notamment sur les modalités de leur financement avec les nouveaux engagements pris à Paris, dès lors qu'ils se retrouveront dans le prochain national de développement économique et social (PNDES), en complément de l'aide traditionnelle.

La rencontre a aussi été l'occasion d'un coup de projecteur sur des projets liés à la lutte contre le changement climatique au Burkina Faso, soutenus notamment par l'Union européenne, tels que : promotion des "énergies renouvelables", de

l'agriculture durable (via la restauration des sols notamment), habitat adapté (architecture de terre).

Un grand projet en cours, qui permettra de favoriser le développement tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre, est la **centrale solaire photovoltaïque de Zagtoui**, dont la construction est soutenue par l'Union européenne et l'AFD (Agence française de développement).

Avec ses 33 MWc, elle permettra de pallier une partie importante du déficit énergétique du pays, tout en renforçant la filière solaire au Burkina Faso. Il s'agit d'un projet pionnier en Afrique de l'Ouest, qui devrait servir de référence pour les futurs investissements dans l'énergie solaire sur l'ensemble du continent africain.



Centrale solaire photovoltaïque dans le Yatenga, financée par l'Union européenne, gérée par la coopérative SINCO. La centrale solaire a été inaugurée en juin 2015

En savoir plus

[Programme de toutes les présentations à la JOD 2016](#)
[Action pour le climat de l'Union européenne](#)
[Conférence de Paris sur le climat](#)

L'Union européenne remet un lot de matériel au Ministère de la Justice

Dans le cadre de son programme d'appui à la politique nationale de la justice, l'Union européenne (UE) soutient le pays dans la modernisation de son système judiciaire. Dans ce cadre, l'Union européenne a remis le 4 février dernier au ministère de la Justice, un lot de matériels constitué de véhicules, d'outils informatiques et de matériel de bureau (15 véhicules, 17 photocopieurs, 32 ordinateurs portables, 8 ordinateurs de bureau, 30 imprimantes, 8 onduleurs, 3 scanners et 2 tables de projection). Ce don fait partie du Programme d'appui à la Justice que l'Union européenne soutient au Burkina Faso pour un montant de 9,5 millions EUR (plus de 6 milliards 213 millions F CFA), à travers le 10ème FED. Cet appui institutionnel vise à renforcer l'indépendance de la justice, à rendre accessible le service public judiciaire aux citoyens et à améliorer le bon fonctionnement des instruments de mise en œuvre de la Politique nationale de la justice.



René Bagoro, Ministre de la Justice, des Droits humains, de la Promotion civique, Garde des Sceaux, recevant le matériel des mains de l'Ambassadeur Lamy, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès du Burkina Faso.



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, mars 2016

L'Ambassadeur Lamy a rappelé à cette occasion qu'une justice indépendante, qui fonctionne vite et bien, répond aux attentes des citoyens, et contribue ainsi à la paix sociale et au développement. « *En mettant le respect de la loi au cœur du fonctionnement de la société* », comme l'a souligné le Président Kaboré dans son discours d'investiture, la justice est la pierre angulaire de l'Etat de droit et de la démocratie. Citant Lacordère, l'Ambassadeur Lamy a rappelé l'adage : "Entre le riche et le pauvre, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère".

Le Ministre Bagoro a indiqué que le matériel remis irait notamment aux juridictions de la Cour d'appel de Fada N'Gourma en construction et du Tribunal de Grande instance de Koupéla, ainsi qu'aux services de la chancellerie. Il a indiqué qu'un suivi rigoureux du matériel serait effectué jusqu'à la fin de la mise en œuvre du programme. "Nous remercions la Délégation de l'Union européenne qui, depuis plusieurs années, accompagne le ministère dans l'édification d'une justice transparente, impartiale et au service du peuple", a-t-il rappelé.

Bientôt : Semaine européenne du cinéma du 14 au 21 mai 2016



Du 14 au 21 mai, l'Union européenne au Burkina Faso et l'Institut Français de Ouagadougou organisent, en collaboration avec les Etats Membres de l'Union européenne présents au Burkina Faso, la Semaine européenne du cinéma.

La Semaine européenne du cinéma vise à présenter au public de Ouagadougou, une série de films européens, réalisés par des auteurs européens et africains, avec le soutien, pour quelques-uns d'entre eux, de la Commission européenne.

Cette programmation vise à faire connaître au grand public un panel de reflets de vies d'Europe et

d'Afrique, qui se croisent et s'interpénètrent, en mêlant œuvres de fiction et documentaires.

Pour en savoir plus : veuillez-vous référer au programme de l'Institut français de Ouagadougou sur son site web <http://institutfrancais-burkinafaso.com/category/ouaga/> et sur le site web de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso : http://eeas.europa.eu/delegations/burkina_faso/index_fr.htm



Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso
01 B.P. 352 Ouagadougou 01 BURKINA FASO
Téléphone : (226)25.49.29.00 Fax : (226)25.49.29.99.
Site web : http://eeas.europa.eu/delegations/burkina_faso/index_fr.htm
Si vous souhaitez commenter cette newsletter, écrivez-nous